



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 71**

8 Απριλίου 2002

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2999

Κύρωση της Σύμβασης για την απαγόρευση της χρήσης, της αποθήκευσης, της παραγωγής και της διακίνησης ναρκών κατά προσωπικού και για την καταστροφή τους.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση για την απαγόρευση της χρήσης, της αποθήκευσης, της παραγωγής και της διακίνησης ναρκών κατά προσωπικού και για την καταστροφή τους, που υπογράφηκε στο Όσλο στις 18 Σεπτεμβρίου 1997, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI, DU STOCKAGE, DE LA PRODUCTION ET DU TRANSFERT DES MINES ANTIPERSONNEL ET SUR LEUR DESTRUCTION

Préambule

Les États parties,

Déterminés à faire cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel qui tuent ou mutilent des centaines de personnes chaque semaine, pour la plupart des civils innocents et sans défense, en particulier des enfants; entravent le développement et la reconstruction économiques; empêchent le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées sur le territoire; et ont d'autres graves conséquences pendant des années après leur mise en place,

Convaincus qu'il leur est nécessaire de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour contribuer de manière efficace et coordonnée à relever le défi que représente l'enlèvement des mines antipersonnel disséminées dans le monde et pour veiller à leur destruction,

Désireux de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apporter une assistance pour les soins et la réadaptation des victimes des mines, y compris pour leur réintégration sociale et économique,

Reconnaissant qu'une interdiction totale des mines antipersonnel constituerait également une importante mesure de confiance,

Se félicitant de l'adoption du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et appelant tous les États qui ne l'ont pas encore fait à le ratifier dans les meilleurs délais,

Se félicitant également de l'adoption, le 10 décembre 1996, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la résolution 51/45 S exhortant tous les États à s'employer à mener à bien dès que possible les

négociations relatives à un accord international efficace et juridiquement contraignant pour interdire l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines terrestres antipersonnel,

Se félicitant de plus des mesures d'interdiction, des restrictions et des moratoires, décidés unilatéralement ou multilatéralement au cours des dernières années en ce qui concerne l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel,

Soulignant le rôle de la conscience publique dans l'avancement des principes humanitaires comme en atteste l'appel à une interdiction totale des mines antipersonnel et reconnaissant les efforts déployés à cette fin par le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Campagne internationale contre les mines terrestres et de nombreuses autres organisations non gouvernementales du monde entier,

Rappelant la Déclaration d'Ottawa du 5 octobre 1996 et la Déclaration de Bruxelles du 27 juin 1997 exhortant la communauté internationale à négocier un accord international juridiquement contraignant interdisant l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel,

Soulignant l'opportunité de susciter l'adhésion de tous les États à la présente Convention, et déterminés à s'employer énergiquement à promouvoir son universalisation dans toutes les enceintes appropriées, notamment les Nations Unies, la Conférence du désarmement, les organisations régionales et les groupements ainsi que les conférences d'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination,

Se fondant sur le principe du droit international humanitaire selon lequel le droit des parties à un conflit armé de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité, sur le principe qui interdit d'employer dans les conflits armés des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus, et sur le principe selon lequel il faut établir une distinction entre civils et combattants,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Obligations générales

1. Chaque État partie s'engage à ne jamais, en aucune circonstance :

a) Employer de mines antipersonnel;

b) Mettre au point, produire, acquérir de quelque autre manière, stocker, conserver ou transférer à quiconque, directement ou indirectement, de mines antipersonnel;

c) Assister, encourager ou inciter, de quelque manière, quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie en vertu de la présente Convention.

2. Chaque État partie s'engage à détruire toutes les mines antipersonnel, ou à veiller à leur destruction, conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 2

Définitions

1. Par "mine antipersonnel", on entend une mine conçue pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne et destinée à mettre hors de combat, blesser ou tuer une ou plusieurs personnes. Les mines conçues pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'un véhicule et non d'une personne, qui sont équipées de dispositifs antimanipulation, ne sont pas considérées comme des mines antipersonnel du fait de la présence de ce dispositif.

2. Par "mine", on entend un engin conçu pour être placé sous ou sur le sol ou une autre surface, ou à proximité, et pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne ou d'un véhicule.

3. Par "dispositif antimanipulation", on entend un dispositif destiné à protéger une mine et qui fait partie de celle-ci, est relié à celle-ci, attaché à celle-ci ou placé sous celle-ci, et qui se déclenche en cas de tentative de manipulation ou autre dérangement intentionnel de la mine.

4. Par "transfert", on entend, outre le retrait matériel des mines antipersonnel du territoire d'un État ou leur introduction matérielle dans celui d'un autre État, le transfert du droit de propriété et du contrôle sur ces mines, mais non la cession d'un territoire sur lequel des mines antipersonnel ont été mises en place.

5. Par "zone minée", on entend une zone dangereuse du fait de la présence avérée ou soupçonnée de mines.

Article 3

Exceptions

1. Nonobstant les obligations générales découlant de l'article 1, sont permis la conservation ou le transfert d'un certain nombre de mines antipersonnel pour la mise au point de techniques de détection des mines, de déminage ou de destruction des mines, et pour la formation à ces techniques. Le nombre de ces mines ne doit toutefois pas excéder le minimum absolument nécessaire aux fins susmentionnées.

2. Le transfert des mines antipersonnel aux fins de destruction est permis.

Article 4

Destruction des stocks de mines antipersonnel

Sous réserve des dispositions de l'article 3, chaque État partie s'engage à détruire tous les stocks de mines antipersonnel dont il est propriétaire ou détenteur ou qui sont sous sa juridiction ou son contrôle ou à veiller à leur destruction, dès que possible, et au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État partie.

Article 5

Destruction des mines antipersonnel dans les zones minées

1. Chaque État partie s'engage à détruire toutes les mines antipersonnel dans les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle, ou à veiller à leur destruction, dès que possible, et au plus tard 10 ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État partie.

2. Chaque État partie s'efforce d'identifier toutes les zones sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée et s'assure, dès que possible, que toutes les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle où se trouvent des mines antipersonnel soient marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens afin d'empêcher effectivement les civils d'y pénétrer, jusqu'à ce que toutes les mines antipersonnel contenues dans ces zones minées aient été détruites. Ce marquage sera conforme, au minimum, aux normes prescrites par le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

3. Si un État partie ne croit pas pouvoir détruire toutes les mines antipersonnel visées au paragraphe 1, ou veiller à leur destruction, dans le délai prescrit, il peut présenter, à l'Assemblée des États parties ou à une Conférence d'examen, une demande de prolongation, allant jusqu'à 10 ans, du délai fixé pour la destruction complète de ces mines antipersonnel.

4. La demande doit comprendre :

a) La durée de la prolongation proposée;

b) Des explications détaillées des raisons justifiant la prolongation proposée, y compris :

i) La préparation et l'état d'avancement du travail effectué dans le cadre des programmes de déminage nationaux;

ii) Les moyens financiers et techniques dont dispose l'État partie pour procéder à la destruction de toutes les mines antipersonnel; et

iii) Les circonstances qui empêchent l'État partie de détruire toutes les mines antipersonnel dans les zones minées;

c) Les implications humanitaires, sociales, économiques et environnementales de la prolongation; et

d) Toute autre information pertinente relative à la prolongation proposée.

5. L'Assemblée des États parties, ou la Conférence d'examen, en tenant compte des facteurs énoncés au paragraphe 4, évalue la demande et décide à la majorité des États parties présents et votants d'accorder ou non la période de prolongation.

6. Une telle prolongation peut être renouvelée sur présentation d'une nouvelle demande conformément aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article. L'État partie joindra à sa demande de prolongation supplémentaire des renseignements additionnels pertinents sur ce qui a été entrepris durant la période de prolongation antérieure en vertu du présent article.

Article 6

Coopération et assistance internationales

1. En remplissant les obligations qui découlent de la présente Convention, chaque État partie a le droit de chercher à obtenir et de recevoir une assistance d'autres États parties, si possible et dans la mesure du possible.

2. Chaque État partie s'engage à faciliter un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques concernant l'application de la présente Convention et a le droit de participer à un tel échange. Les États parties n'imposeront pas de restrictions indues à la fourniture, à des fins humanitaires, d'équipements de déminage et des renseignements techniques correspondants.

3. Chaque État partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance pour les soins aux victimes des mines, pour leur réadaptation, pour leur réintégration sociale et économique ainsi que pour des programmes de sensibilisation aux dangers des mines. Cette assistance peut être fournie, entre autres, par le biais des organismes des Nations Unies, d'organisations ou institutions internationales, régionales ou nationales, du Comité international de la Croix-Rouge, des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur Fédération internationale, d'organisations non gouvernementales ou sur une base bilatérale.

4. Chaque État partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance au déminage et pour des activités connexes. Cette assistance peut être fournie, entre autres, par le biais des organismes des Nations Unies, d'organisations ou institutions internationales ou régionales, d'organisations ou institutions non gouvernementales ou sur une base bilatérale, ou bien encore en contribuant au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'assistance au déminage ou à d'autres fonds régionaux qui couvrent le déminage.

5. Chaque État partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance pour la destruction des stocks de mines antipersonnel.

6. Chaque État partie s'engage à fournir des renseignements à la base de données sur le déminage établie dans le cadre des organismes des Nations Unies, particulièrement des renseignements concernant différents moyens et techniques de déminage, ainsi que des listes d'experts, d'organismes spécialisés ou de points de contact nationaux dans le domaine du déminage.

7. Les États parties peuvent demander aux Nations Unies, aux organisations régionales, à d'autres États parties ou à d'autres instances intergouvernementales ou non gouvernementales compétentes d'aider leurs autorités à élaborer un programme national de déminage afin de déterminer, entre autres :

a) L'étendue et l'ampleur du problème des mines antipersonnel;

b) Les ressources financières, technologiques et humaines nécessaires à l'exécution du programme;

c) Le nombre estimé d'années nécessaires pour détruire toutes les mines antipersonnel dans les zones minées sous la juridiction ou le contrôle de l'État partie concerné;

d) Les activités de sensibilisation aux dangers des mines qui réduiront l'incidence des blessures ou des pertes en vies humaines attribuables aux mines;

e) L'assistance aux victimes de mines;

f) La relation entre le gouvernement de l'État partie concerné et les entités gouvernementales, intergouvernementales ou non gouvernementales pertinentes qui participeront à l'exécution du programme.

8. Les États parties qui procurent ou reçoivent une assistance selon les termes du présent article coopéreront en vue d'assurer l'exécution rapide et intégrale des programmes d'assistance agréés.

Article 7

Mesures de transparence

1. Chaque État partie présente au Secrétaire général des Nations Unies, aussitôt que possible, et de toute manière au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État, un rapport sur :

a) Les mesures d'application nationales visées à l'article 9;

b) Le total des stocks de mines antipersonnel dont il est propriétaire ou détenteur ou qui se trouvent sous sa juridiction ou son contrôle, incluant une ventilation par type, quantité et, si cela est possible, par numéro de lot pour chaque type de mines antipersonnel stockées;

c) Dans la mesure du possible, la localisation de toutes les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée, incluant le maximum de précisions possibles sur le type et la quantité de chaque type de mines antipersonnel dans chacune des zones minées et la date de leur mise en place.

d) Les types et quantités et, si possible, les numéros de lot de toutes les mines antipersonnel conservées ou transférées pour la mise au point de techniques de détection des mines, de déminage ou de destruction des mines, et pour la formation à ces techniques, ou bien celles transférées dans un but de destruction, de même que les institutions autorisées par un État partie à conserver ou à transférer des mines antipersonnel conformément à l'article 3;

e) L'état des programmes de reconversion ou de mise hors service des installations de production des mines antipersonnel;

f) L'état des programmes de destruction des mines antipersonnel visés aux articles 4 et 5, y compris des précisions sur les méthodes qui seront utilisées pour la destruction, la localisation de tous les lieux de destruction et les normes à observer en matière de sécurité et de protection de l'environnement;

g) Les types et quantités de toutes les mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État partie, y compris une ventilation de la quantité de chaque type de mines antipersonnel détruites, conformément aux articles 4 et 5, respectivement, de même que, si possible, les numéros de lot de chaque type de mines antipersonnel dans le cas d'une destruction conformément à l'article 4;

h) Les caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites, dans la mesure où elles sont connues, ainsi que de celles dont l'État partie est actuellement propriétaire ou détenteur, y compris, dans une mesure raisonnable, le genre de renseignements qui peuvent faciliter l'identification et l'enlèvement des mines antipersonnel; au minimum, ces renseignements incluront les dimensions, le type d'allumeur, le contenu en explosif et en métal, des photographies couleur et tout autre renseignement qui peut faciliter le déminage: et

i) Les mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective la population au sujet de toutes les zones identifiées conformément au paragraphe 2 de l'article 5.

2. Les États parties mettront à jour annuellement, en couvrant la dernière année civile, les renseignements fournis conformément au présent article et les communiqueront au Secrétaire général des Nations Unies au plus tard le 30 avril de chaque année.

3. Le Secrétaire général des Nations Unies transmettra les rapports reçus aux États parties.

Article 8.

Aide et éclaircissements au sujet du respect des dispositions

1. Les États parties conviennent de se consulter et de coopérer au sujet de l'application des dispositions de la présente Convention, et de travailler dans un esprit de coopération afin de faciliter le respect, par les États parties, des obligations découlant de la présente Convention.

2. Si un ou plusieurs États parties souhaitent éclaircir des questions relatives au respect des dispositions de la présente Convention par un autre État partie, et cherchent à y répondre, ils peuvent soumettre, par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, une demande d'éclaircissements sur cette question à cet État partie. Cette demande sera accompagnée de tous les renseignements appropriés. Les États parties s'abstiendront de demandes d'éclaircissements sans fondement, en prenant soin d'éviter les abus. L'État partie qui reçoit une demande d'éclaircissements fournira à l'État partie demandeur, par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, tous les renseignements qui aideraient à éclaircir cette question, dans un délai de 28 jours.

3. Si l'État partie demandeur ne reçoit pas de réponse par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies dans ce délai, ou juge insatisfaisante la réponse à la demande d'éclaircissements, il peut soumettre la question à la prochaine Assemblée des États parties par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies transmettra cette requête, accompagnée de tous les renseignements appropriés relatifs à la demande d'éclaircissements, à tous les États parties. Tous ces renseignements devront être transmis à l'État partie sollicité, qui aura le droit de formuler une réponse

4. En attendant la convocation d'une Assemblée des États parties, tout État partie concerné peut demander au Secrétaire général des Nations Unies d'exercer ses bons offices pour faciliter la présentation des éclaircissements demandés.

5. L'État partie demandeur peut proposer, par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, la convocation d'une Assemblée extraordinaire des États parties pour examiner la question. Le Secrétaire général des Nations Unies communiquera alors cette proposition et tous les renseignements présentés par les États parties concernés à tous les États parties, en leur demandant d'indiquer s'ils sont favorables à une Assemblée extraordinaire des États parties pour examiner la question. Au cas où, dans un délai de 14 jours après cette communication, au moins un tiers des États parties optent pour une telle Assemblée extraordinaire, le Secrétaire général des Nations Unies convoquera cette Assemblée extraordinaire des États parties dans un nouveau délai de 14 jours. Le quorum est atteint à cette Assemblée si la majorité des États parties y assistent.

6. L'Assemblée des États parties, ou l'Assemblée extraordinaire des États parties, selon le cas, déterminera en premier lieu s'il est nécessaire d'examiner davantage la question, compte tenu de tous les renseignements présentés par les États parties concernés. L'Assemblée des États parties, ou l'Assemblée extraordinaire des États parties, s'efforcera de prendre une décision par consensus. Si, malgré tous ces efforts, aucun accord n'est ainsi trouvé, la question sera mise aux voix et la décision sera prise à la majorité des États parties présents et votants.

7. Tous les États parties coopéreront pleinement avec l'Assemblée des États parties ou avec l'Assemblée extraordinaire des États parties à l'examen de la question, y compris à toute mission d'établissement des faits autorisée conformément au paragraphe 8.

8. Si de plus amples éclaircissements sont nécessaires, l'Assemblée des États parties, ou l'Assemblée extraordinaire des États parties, autorisera l'envoi d'une mission d'établissement des faits et en fixera le mandat à la majorité des États parties présents et votants. À n'importe quel moment, l'État partie sollicité peut inviter une mission d'établissement des faits à venir sur son territoire. Cette mission n'aura pas à être autorisée par une décision de l'Assemblée des États parties ou d'une

Assemblée extraordinaire des États parties. La mission, composée d'un maximum de neuf experts, désignés et agréés conformément aux paragraphes 9 et 10, peut recueillir des informations supplémentaires sur place ou en d'autres lieux directement liés au cas de non-respect présumé et se trouvant sous la juridiction ou le contrôle de l'État partie sollicité.

9. Le Secrétaire général des Nations Unies prépare et actualise une liste indiquant, tels que fournis par les États parties, les noms et nationalités d'experts qualifiés ainsi que tout autre renseignement pertinent à leur sujet, et la communique à tous les États parties. L'expert figurant sur la liste sera considéré comme désigné pour toutes les missions d'établissement des faits, à moins qu'un État partie ne s'oppose par écrit à sa désignation. L'expert récusé ne participera à aucune mission d'établissement des faits sur le territoire ou tout autre lieu sous la juridiction ou le contrôle de l'État partie qui s'est opposé à sa désignation, pour autant que la récusation ait été signifiée avant la désignation de l'expert pour une telle mission.

10. Dès la réception d'une demande de la part de l'Assemblée des États parties ou d'une Assemblée extraordinaire des États parties, le Secrétaire général des Nations Unies désignera, après consultation de l'État partie sollicité, les membres de la mission, y compris son chef. Les ressortissants des États parties sollicitant la mission d'établissement des faits, et ceux des États qui en sont directement affectés, ne pourront être désignés comme membres de la mission. Les membres de la mission d'établissement des faits jouiront des privilèges et immunités prévus par l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, adoptée le 13 février 1946.

11. Après un préavis d'au moins 72 heures, les membres de la mission d'établissement des faits se rendront aussitôt que possible sur le territoire de l'État partie sollicité. L'État partie sollicité prendra les mesures administratives nécessaires pour accueillir, transporter et loger la mission. Il lui incombera aussi d'assurer, dans toute la mesure du possible, la sécurité des membres de la mission tant qu'ils seront sur un territoire sous son contrôle.

12. Sans préjudice de la souveraineté de l'État partie sollicité, la mission d'établissement des faits ne peut apporter sur le territoire de l'État partie sollicité que l'équipement qui sera exclusivement utilisé pour la collecte de renseignements sur le cas de non-respect présumé.

Avant son arrivée, la mission informera l'État partie sollicité de l'équipement qu'elle entend utiliser au cours de son travail.

13. L'État partie sollicité ne ménagera aucun effort pour donner aux membres de la mission d'établissement des faits la possibilité de s'entretenir avec toutes les personnes susceptibles de fournir des renseignements sur le cas de non-respect présumé.

14. L'État partie sollicité accordera à la mission d'établissement des faits l'accès à toutes les zones et toutes les installations sous son contrôle où il pourrait être possible de recueillir des faits pertinents relatifs au cas de non-respect en question. Cet accès sera assujetti aux mesures que l'État partie sollicité jugera nécessaires pour :

a) La protection d'équipements, d'informations et de zones sensibles;

b) La protection des obligations constitutionnelles qui pourraient incomber à l'État partie sollicité en matière de droits de propriété, de fouilles et de saisies, et autres droits constitutionnels; ou

c) La protection physique et la sécurité des membres de la mission d'établissement des faits.

Au cas où il prendrait de telles mesures, l'État partie sollicité déploiera tous les efforts raisonnables pour démontrer par d'autres moyens qu'il respecte la présente Convention.

15. La mission d'établissement des faits ne peut séjourner sur le territoire de l'État partie concerné plus de 14 jours, et sur un site particulier, plus de sept jours, à moins qu'il n'ait été convenu autrement.

16. Tous les renseignements fournis à titre confidentiel et non liés à l'objet de la mission d'établissement des faits seront traités d'une manière confidentielle.

17. La mission d'établissement des faits communiquera ses conclusions par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, à l'Assemblée des États parties ou à l'Assemblée extraordinaire des États parties.

18. L'Assemblée des États parties, ou l'Assemblée extraordinaire des États parties, examinera tous les renseignements pertinents, notamment le rapport présenté par la mission d'établissement des faits, et pourra demander à l'État partie sollicité de prendre des mesures en vue de corriger la situation de non-respect dans un délai fixé. L'État partie sollicité fera un rapport sur les mesures ainsi prises en réponse à cette demande.

19. L'Assemblée des États parties, ou l'Assemblée extraordinaire des États parties, peut recommander aux États parties concernés des mesures et des moyens permettant de clarifier davantage la question examinée ou de la régler, notamment l'ouverture de procédures appropriées, conformément au droit international. Au cas où le non-respect serait imputable à des circonstances échappant au contrôle de l'État partie sollicité, l'Assemblée des États parties, ou l'Assemblée extraordinaire des États parties, pourra recommander des mesures appropriées, notamment le recours aux mesures de coopération visées à l'article 6.

20. L'Assemblée des États parties, ou l'Assemblée extraordinaire des États parties, s'efforcera de prendre les décisions dont il est question aux paragraphes 18 et 19 par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des États parties présents et votants.

Article 9

Mesures d'application nationales

Chaque État partie prend toutes les mesures législatives, réglementaires et autres, qui sont appropriées, y compris l'imposition de sanctions pénales, pour prévenir et réprimer toute activité interdite à un État partie en vertu de la présente Convention, qui serait menée par des personnes, ou sur un territoire, sous sa juridiction ou son contrôle.

Article 10

Règlement des différends

1. Les États parties se consulteront et coopéreront pour régler tout différend qui pourrait survenir quant à l'application ou l'interprétation

de la présente Convention. Chaque État partie peut porter ce différend devant l'Assemblée des États parties.

2. L'Assemblée des États parties peut contribuer au règlement du différend par tout moyen qu'elle juge approprié, y compris en offrant ses bons offices, en invitant les États parties au différend à entamer la procédure de règlement de leur choix et en recommandant une limite à la durée de la procédure convenue.

3. Le présent article est sans préjudice des dispositions de la présente Convention sur l'aide et les éclaircissements au sujet du respect de ses dispositions.

Article 11

Assemblée des États parties

1. Les États parties se réuniront régulièrement pour examiner toute question concernant l'application ou la mise en oeuvre de la présente Convention, y compris :

a) Le fonctionnement et l'état de la présente Convention;

b) Les questions soulevées par les rapports présentés en vertu des dispositions de la présente Convention;

c) La coopération et l'assistance internationales conformément à l'article 6;

d) La mise au point de technologies de déminage;

e) Les demandes des États parties en vertu de l'article 8; et

f) Les décisions associées aux demandes des États parties prévues à l'article 5.

2. Le Secrétaire général des Nations Unies convoquera la première Assemblée des États parties dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Le Secrétaire général des

Nations Unies convoquera aussi annuellement les assemblées ultérieures jusqu'à la première Conférence d'examen.

3. En vertu des conditions prescrites à l'article 8, le Secrétaire général des Nations Unies convoquera une Assemblée extraordinaire des États parties.

4. Les États non parties à la présente Convention, de même que les Nations Unies, d'autres organisations ou institutions internationales pertinentes, des organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales pertinentes peuvent être invités à assister à ces assemblées en qualité d'observateurs, conformément au règlement intérieur convenu.

Article 12

Conférences d'examen

1. Le Secrétaire général des Nations Unies convoquera une Conférence d'examen cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les Conférences d'examen ultérieures seront convoquées par le Secrétaire général des Nations Unies si un ou plusieurs États parties le demandent, pourvu que l'intervalle entre les Conférences d'examen ne soit en aucun cas inférieur à cinq ans. Tous les États parties à la présente Convention seront invités à chaque Conférence d'examen.

2. La Conférence d'examen aura pour buts :

a) De revoir le fonctionnement et l'état de la présente Convention;

b) D'évaluer la nécessité de convoquer des Assemblées supplémentaires des États parties mentionnées au paragraphe 2 de l'article 11, et de déterminer l'intervalle entre ces assemblées;

c) De prendre des décisions concernant les demandes des États parties prévues à l'article 5; et

d) D'adopter dans son rapport final, si cela est nécessaire, des conclusions relatives à l'application de la présente Convention.

3. Les États non parties à la présente Convention, de même que les Nations Unies, d'autres organisations ou institutions internationales pertinentes, des organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales pertinentes peuvent être invités à assister à chaque Conférence d'examen en qualité d'observateurs conformément au règlement intérieur convenu.

Article 13

Amendements

1. À tout moment après l'entrée en vigueur de la présente Convention, un État partie peut proposer des amendements à la présente Convention. Toute proposition d'amendement sera communiquée au Dépositaire, qui la diffusera à l'ensemble des États parties et recueillera leur avis quant à l'opportunité de convoquer une Conférence d'amendement pour examiner la proposition. Si une majorité des États parties notifient au Dépositaire, au plus tard 30 jours après la diffusion de la proposition, qu'ils sont favorables à un examen plus approfondi, le Dépositaire convoquera une Conférence d'amendement à laquelle l'ensemble des États parties seront conviés.

2. Les États non parties à la présente Convention, ainsi que les Nations Unies, d'autres organisations ou institutions internationales pertinentes, des organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales pertinentes peuvent être invités à assister à chaque Conférence d'amendement en qualité d'observateurs conformément au règlement intérieur convenu.

3. La Conférence d'amendement se tiendra immédiatement après une Assemblée des États parties ou une Conférence d'examen, à moins qu'une majorité des États parties ne demandent qu'elle se réunisse plus tôt.

4. Tout amendement à la présente Convention sera adopté à la majorité des deux tiers des États parties présents et votants à la Conférence d'amendement. Le Dépositaire communiquera tout amendement ainsi adopté aux États parties.

5. Un amendement à la présente Convention entrera en vigueur, pour tous les États parties à la présente Convention qui l'ont accepté, au moment du

dépôt auprès du Dépositaire des instruments d'acceptation par une majorité des États parties. Par la suite, il entrera en vigueur pour tout autre État partie à la date du dépôt de son instrument d'acceptation.

Article 14

Coûts

1. Les coûts des Assemblées des États parties, des Assemblées extraordinaires des États parties, des Conférences d'examen et des Conférences d'amendement seront assumés par les États parties et les États non parties à la présente Convention participant à ces assemblées ou conférences selon le barème dûment ajusté des quotes-parts des Nations Unies.

2. Les coûts attribuables au Secrétaire général des Nations Unies en vertu des articles 7 et 8 et les coûts de toute mission d'établissement des faits seront assumés par les États parties selon le barème dûment ajusté des quotes-parts des Nations Unies.

Article 15

Signature

La présente Convention, faite à Oslo, Norvège, le 18 septembre 1997, sera ouverte à la signature de tous les États à Ottawa, Canada, du 3 décembre 1997 au 4 décembre 1997, et au Siège des Nations Unies à New York du 5 décembre 1997 jusqu'à son entrée en vigueur.

Article 16

Ratification, acceptation, approbation ou adhésion

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Signataires.

2. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout État non signataire.

3. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

Article 17

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui au cours duquel le 40e instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion aura été déposé.

2. Pour tout État qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après la date de dépôt du 40e instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le premier jour du sixième mois après la date à laquelle cet État aura déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 18

Application à titre provisoire

Un État peut, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la présente Convention, ou de l'adhésion à celle-ci, déclarer qu'il en appliquera, à titre provisoire, le paragraphe 1 de l'article 1, en attendant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 19

Réserves

Les articles de la présente Convention ne peuvent faire l'objet de réserves.

Article 20

Durée et retrait

1. La présente Convention a une durée illimitée.

2. Chaque État partie a le droit, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, de se retirer de la présente Convention. Il doit notifier ce retrait à tous les autres États parties, au Dépositaire et au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cet instrument de retrait inclut une explication complète des raisons motivant ce retrait.

3. Le retrait ne prend effet que six mois après réception de l'instrument de retrait par le Dépositaire. Cependant, si à l'expiration de ces six mois, l'État partie qui se retire est engagé dans un conflit armé, le retrait ne prendra pas effet avant la fin de ce conflit armé.

4. Le retrait d'un État partie de la présente Convention n'affecte en aucune manière le devoir des États de continuer à remplir leurs obligations en vertu des règles pertinentes du droit international.

Article 21

Dépositaire

Le Secrétaire général des Nations Unies est désigné par les présente comme le Dépositaire de la présente Convention.

Article 22

Textes authentiques

L'original de la présente Convention, dont les textes rédigés en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΠΑ ΤΗΝ ΑΠΑΓΟΡΕΥΣΗ ΤΗΣ ΧΡΗΣΗΣ, ΤΗΣ ΑΠΟΘΗΚΕΥΣΗΣ, ΤΗΣ ΠΑΡΑΓΩΓΗΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΔΙΑΚΙΝΗΣΗΣ ΝΑΡΚΩΝ ΚΑΤΑ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΥ ΚΑΙ ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗ ΤΟΥΣ

Προοίμιο

Τα Συμβαλλόμενα Κράτη,

ΕΧΟΝΤΑΣ αποφασίσει να επιτύχουν την παύση της δυστυχίας και των απωλειών σε ανθρώπινες ζωές που προκαλούνται από τις νάρκες κατά προσωπικού που σκοτώνουν και ακρωτηριάζουν εκατοντάδες άτομα κάθε εβδομάδα, τα περισσότερα από τα οποία είναι αθώοι και ανυπεράσπιστοι πολίτες και ιδιαίτερα παιδιά, δυσχεραίνουν την οικονομική ανάπτυξη και ανασυγκρότηση, εμποδίζουν τον επαναπατρισμό των προσφύγων και των ατόμων που έχουν εκτοπιστεί μέσα στην επικράτεια και έχουν άλλες σοβαρές συνέπειες επί χρόνια μετά την τοποθέτηση τους,

ΕΧΟΝΤΑΣ την πεποίθηση ότι υπάρχει ανάγκη να πράξουν ό,τι τους είναι δυνατόν για να συμβάλλουν κατά τρόπο αποτελεσματικό και συντονισμένο στην ανάληψη του δύσκολου έργου που αντιπροσωπεύει η αφαίρεση των ναρκών κατά προσωπικού, οι οποίες είναι διάσπαρτες μέσα στον κόσμο και για να φροντίσουν για την καταστροφή τους,

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ να πράξουν ό,τι τους είναι δυνατόν για να προσφέρουν μία αρωγή στην περίθαλψη και την αποκατάσταση των θυμάτων των ναρκών, συμπεριλαμβανομένης και της κοινωνικής και οικονομικής επανένταξής τους,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι μία πλήρης απαγόρευση των ναρκών κατά προσωπικού θα αποτελούσε επίσης ένα σημαντικό μέτρο εμπιστοσύνης,

ΕΚΦΡΑΖΟΝΤΑΣ την ικανοποίησή τους για την υιοθέτηση του Πρωτοκόλλου για την απαγόρευση ή τον περιορισμό της χρήσης των ναρκών, παγίδων και άλλων μηχανισμών, όπως αυτό τροποποιήθηκε στις 3 Μαΐου 1996, το οποίο είναι συνημμένο στη Σύμβαση για την απαγόρευση ή τον περιορισμό της χρήσης ορισμένων κλασικών όπλων, τα οποία μπορούν να θεωρηθούν ως παράγοντα υπερβολικά τραυματικά αποτελέσματα ή ως πλήττοντα χωρίς διάκριση και καλώντας όλα τα Κράτη που δεν το έχουν ακόμη πράξει να το κυρώσουν το συντομότερο δυνατόν,

ΕΚΦΡΑΖΟΝΤΑΣ την ικανοποίηση τους επίσης για την υιοθέτηση, στις 10 Δεκεμβρίου 1996, από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών, της απόφασης 51/45 S που ενθαρρύνει όλα τα Κράτη να καταβάλλουν προσπάθειες ώστε να διεκπεραιώσουν μόλις αυτό είναι δυνατόν τις διαπραγματεύσεις που σχετίζονται με μία διεθνή συμφωνία αποτελεσματική και νομικά αναγκαστική για την απαγόρευση της χρήσης, της αποθήκευσης, της παραγωγής και της διακίνησης ναρκών εδάφους κατά προσωπικού,

ΕΚΦΡΑΖΟΝΤΑΣ την ικανοποίησή τους επιπλέον για τα απαγορευτικά μέτρα, τους περιορισμούς και τα μορατόρια, τα οποία αποφασίστηκαν μονόπλευρα ή πολύπλευρα στη διάρκεια των τελευταίων ετών σε ό,τι αφορά τη χρήση, την αποθήκευση, την παραγωγή και τη διακίνηση ναρκών κατά προσωπικού,

ΥΠΟΓΡΑΜΜΙΖΟΝΤΑΣ το ρόλο της δημόσιας συνείδησης στην προώθηση των ανθρωπιστικών αρχών, όπως το επιβεβαιώνει η έκκληση για μία πλήρη απαγόρευση των ναρκών κατά προσωπικού και αναγνωρίζοντας τις προσπάθειες που καταβάλλονται προς το σκοπό αυτόν από το Διεθνές Κίνημα του Ερυθρού Σταυρού και της Ερυθράς Ημισελήνου, τη Διεθνή Εκστρατεία κατά των ναρκών εδάφους και πολλές άλλες μη κυβερνητικές οργανώσεις ολόκληρου του κόσμου,

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ τη Διακήρυξη της Οττάβας της 5ης Οκτωβρίου 1996 και της Διακήρυξης των Βρυξελλών της 27ης Ιουνίου 1997, που ενθαρρύνουν τη διεθνή κοινότητα να διαπραγματευθεί μία νομικά δεσμευτική διεθνή συμφωνία η οποία θα απαγορεύει τη χρήση, την αποθήκευση, την παραγωγή και τη διακίνηση ναρκών κατά προσωπικού,

ΥΠΟΓΡΑΜΜΙΖΟΝΤΑΣ την ευκαιρία να επιτευχθεί η προσχώρηση όλων των Κρατών στην παρούσα Σύμβαση και έχοντας λάβει την απόφαση να ασχοληθούν ενεργητικά με την προώθηση της γενίκευσης της σε όλους τους κατάλληλους φορείς και ειδικότερα τα Ηνωμένα Έθνη, τη Διάσκεψη για τον Αφοπλισμό, τις περιφερειακές οργανώσεις και τις ενώσεις, καθώς και τις συσκέψεις ελέγχου της Σύμβασης για την απαγόρευση ή τον περιορισμό της χρήσης ορισμένων κλασικών όπλων που μπορούν να θεωρηθούν ως παράγοντα υπερβολικά τραυματικά αποτελέσματα ή ως πλήττοντα χωρίς διάκριση,

ΒΑΣΙΖΟΜΕΝΑ πάνω στην αρχή του διεθνούς ανθρωπιστικού δικαίου σύμφωνα με το οποίο το δικαίωμα των αντιμαχόμενων σε μία ένοπλη σύρραξη μερών να επιλέγουν τις μεθόδους ή τα μέσα του πολέμου δεν είναι απεριόριστο, στην αρχή η οποία απαγορεύει τη χρήση στις ένοπλες συρράξεις όπλων, βλημάτων και υλικών, καθώς και μεθόδων πολέμου που από τη φύση τους μπορούν να προκαλέσουν περιττά δεινά, και πάνω στην αρχή σύμφωνα με την οποία πρέπει να γίνεται μία διάκριση μεταξύ πολιτών και μαχόμενων,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

Άρθρο 1
Γενικές υποχρεώσεις

1. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος δεσμεύεται σε καμία περίπτωση να μην:

α) Χρησιμοποιεί νάρκες κατά προσωπικού.

β) Τελειοποιεί, παράγει, αποκτά με οποιονδήποτε τρόπο, αποθηκεύει, φυλάσσει ή μεταβιβάζει σε οποιονδήποτε, άμεσα ή έμμεσα, νάρκες κατά προσωπικού.

γ) Συνδράμει, ενθαρρύνει ή παρακινεί, με οποιονδήποτε τρόπο, οποιονδήποτε να αναμιχθεί σε οποιαδήποτε δραστηριότητα η οποία απαγορεύεται σε ένα Συμβαλλόμενο Κράτος δυνάμει της παρούσας Σύμβασης.

2. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος δεσμεύεται να καταστρέψει όλες τις νάρκες κατά προσωπικού ή να φροντίσει για την καταστροφή τους, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 2
Ορισμοί

1. Με τον όρο «νάρκη κατά προσωπικού» εννοείται μία νάρκη που έχει επινοηθεί για να εκρήγνυται εξαιτίας της παρουσίας, της εγγύτητας ή της επαφής ενός ατόμου και προορίζεται για να θέσει εκτός μάχης, να τραυματίσει ή να φονεύσει ένα ή περισσότερα άτομα. Οι νάρκες που έχουν επινοηθεί για να εκρήγνυνται εξαιτίας της παρουσίας, της εγγύτητας ή της επαφής ενός οχήματος και όχι ενός ατόμου και που είναι εφοδιασμένες με προστατευτικούς μηχανισμούς, δεν θεωρούνται ως νάρκες κατά προσωπικού εξαιτίας της παρουσίας του μηχανισμού αυτού.

2. Με τον όρο «νάρκη» εννοείται ένα μηχάνημα που έχει επινοηθεί για να τοποθετείται μέσα ή πάνω στο έδαφος ή μία άλλη επιφάνεια ή κοντά σ' αυτό και για να εκρήγνυται εξαιτίας της παρουσίας, της εγγύτητας ή της επαφής ενός ατόμου ή ενός οχήματος.

3. Με τον όρο «προστατευτικός μηχανισμός» εννοείται ένας μηχανισμός ο οποίος προορίζεται για να προστατεύει μία νάρκη και αποτελεί τμήμα της ή είναι συνδεδεμένος με αυτήν ή τοποθετημένος κάτω από αυτήν, και ο οποίος ενεργοποιείται σε περίπτωση προσπάθειας επέμβασης ή άλλης σκόπιμης διατάραξης της νάρκης.

4. Με τον όρο «διακίνηση» εννοείται, εκτός από την υλική απόσυρση των ναρκών κατά προσωπικού από το έδαφος ενός Κράτος ή την υλική εισαγωγή μέσα σ' αυτό ενός άλλου Κράτους, η μεταβίβαση του δικαιώματος κυριότητας και του ελέγχου επί των ναρκών αυτών, αλλά όχι η παραχώρηση ενός εδάφους πάνω στο οποίο έχουν τοποθετηθεί νάρκες κατά προσωπικού.

5. Με τον όρο «ναρκοθετημένη ζώνη» εννοείται μία ζώνη επικίνδυνη λόγω της αποδεδειγμένης ή πιθανολογούμενης παρουσίας ναρκών.

Άρθρο 3
Εξαιρέσεις

1. Ανεξάρτητα από τις γενικές υποχρεώσεις που απορρέουν από το άρθρο 1, επιτρέπονται η διατήρηση ή η διακίνηση ενός μικρού αριθμού ναρκών κατά προσωπικού για την τελειοποίηση των τεχνικών εντοπισμού ναρκών, αφαίρεσης ή καταστροφής ναρκών και για την εκπαίδευση των τεχνικών αυτών. Ο αριθμός των ναρκών αυτών δεν πρέπει πάντως να υπερβαίνει το ελάχιστο που είναι απολύτως απαραίτητο για τους πιο πάνω σκοπούς.

2. Η διακίνηση ναρκών κατά προσωπικού με σκοπό την καταστροφή τους επιτρέπεται.

Άρθρο 4
Καταστροφή των αποθεμάτων ναρκών κατά προσωπικού

Υπό την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 3, έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος δεσμεύεται να καταστρέψει όλα τα αποθέματα ναρκών κατά προσωπικού του οποίου είναι κύριος ή κάτοχος ή που βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του ή να φροντίσει για την καταστροφή τους, το συντομότερο δυνατόν, και το αργότερο τέσσερα χρόνια μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης γι' αυτό το Συμβαλλόμενο Κράτος.

Άρθρο 5
Καταστροφή ναρκών κατά προσωπικού μέσα στις ναρκοθετημένες ζώνες

1. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος δεσμεύεται να καταστρέψει όλες τις νάρκες κατά προσωπικού μέσα στις ναρκοθετημένες ζώνες που βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία του ή να φροντίσει για την καταστροφή τους, το συντομότερο δυνατόν, και το αργότερο τέσσερα χρόνια μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης γι' αυτό το Συμβαλλόμενο Κράτος.

2. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος προσπαθεί να αναγνωρίσει όλες τις ζώνες που βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία του και όπου η παρουσία ναρκών κατά προσωπικού έχει αποδειχθεί ή πιθανολογείται και βεβαιώνεται, το συντομότερο δυνατόν, ότι όλες οι ναρκοθετημένες ζώνες υπό τη δικαιοδοσία ή υπό τον έλεγχο του όπου βρίσκονται οι νάρκες κατά προσωπικού έχουν σηματοδοτηθεί σε ολόκληρη την περίμετρο τους, επιτηρούνται και προστατεύονται από μία περίφραξη ή άλλα μέσα, έτσι ώστε να εμποδίζεται αποτελεσματικά η είσοδος πολιτών σ' αυτές, μέχρις ότου καταστραφούν όλες οι νάρκες κατά προσωπικού που βρίσκονται μέσα σ' αυτές τις ναρκοθετημένες ζώνες. Η σηματοδότηση αυτή θα είναι σύμφωνη, τουλάχιστον, με τους κανόνες που προβλέπονται από το Πρωτόκολλο για την απαγόρευση ή τον περιορισμό της χρήσης των ναρκών, παγίδων ή άλλων μηχανισμών, όπως αυτό τροποποιήθηκε στις 3 Μαΐου 1996, και το οποίο είναι συνημμένο στη Σύμβαση για την απαγόρευση ή τον περιορισμό της χρήσης ορισμένων κλασικών όπλων τα οποία μπορούν να θεωρηθούν ως παράγοντα υπερβολικά τραυματικά αποτελέσματα ή ως πλήττοντα χωρίς διάκριση.

3. Αν ένα Συμβαλλόμενο Κράτος δεν νομίζει ότι μπορεί να καταστρέψει όλες τις νάρκες κατά προσωπικού που αναφέρονται στην παράγραφο 1 ή να φροντίσει για την καταστροφή τους, μέσα στην προβλεπόμενη προθεσμία, μπορεί να υποβάλει, στη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή σε μία Σύσκεψη ελέγχου, μία αίτηση παράτασης της προθεσμίας για την πλήρη καταστροφή αυτών των ναρκών κατά προσωπικού, η οποία μπορεί να φθάσει μέχρι τα 10 χρόνια.

4. Η αίτηση πρέπει να περιλαμβάνει:

α) Την προτεινόμενη διάρκεια της παράτασης.

β) Λεπτομερή έκθεση των λόγων που αιτιολογούν την προτεινόμενη παράταση, συμπεριλαμβανομένων:

i) της προετοιμασίας και της προόδου των εργασιών που έχουν πραγματοποιηθεί μέσα στο πλαίσιο των εθνικών προγραμμάτων αφαίρεσης των ναρκών,

ii) των οικονομικών και τεχνικών μέσων τα οποία διαθέτει το Συμβαλλόμενο Κράτος για την υλοποίηση της καταστροφής όλων των ναρκών κατά προσωπικού, και

iii) των συνθηκών που εμποδίζουν το Συμβαλλόμενο Κράτος να καταστρέψει όλες τις νάρκες κατά προσωπικού μέσα στις ναρκοθετημένες ζώνες.

γ) Τις ανθρωπιστικές, κοινωνικές, οικονομικές και περιβαλλοντικές επιπτώσεις της παράτασης, και

δ) Οποιαδήποτε άλλη κατάλληλη πληροφορία σχετικά με την προτεινόμενη παράταση.

5. Η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή η Σύσκεψη ελέγχου, λαμβάνοντας υπόψη τους παράγοντες που παρατίθενται στην παράγραφο 4, αξιολογεί την αίτηση και αποφασίζει με πλειοψηφία των παρόντων και ψηφιζόντων Συμβαλλόμενων Κρατών να χορηγήσει ή όχι την παράταση.

6. Μία τέτοια παράταση μπορεί να ανανεωθεί με την υποβολή μιας νέας αίτησης σύμφωνα με τις παραγράφους 3, 4 και 5 του παρόντος άρθρου. Το Συμβαλλόμενο Κράτος θα συνάψει στην αίτηση του για συμπληρωματική παράταση τις απαιτούμενες πρόσθετες πληροφορίες πάνω στις ενέργειες που έχουν γίνει κατά τη διάρκεια της περιόδου της προηγούμενης παράτασης δυνάμει του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 6
Διεθνής συνεργασία και αρωγή

1. Εκπληρώνοντας τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση, έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος έχει το δικαίωμα να αναζητήσει και να λάβει μία αρωγή από τα άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη, αν αυτό είναι δυνατόν και στο μέτρο του δυνατού.

2. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος δεσμεύεται να διευκολύνει μία όσο το δυνατόν ευρύτερη ανταλλαγή εξοπλισμών, υλικών και επιστημονικών και τεχνικών πληροφοριών αναφορικά με την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης και έχει το δικαίωμα να συμμετέχει σε μία τέτοια ανταλλαγή. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη δεν θα επιβάλλουν

αδικαιολόγητους περιορισμούς στην προμήθεια, για ανθρωπιστικούς λόγους, εξοπλισμών αφαίρεσης των ναρκών και αντίστοιχων τεχνικών πληροφοριών.

3. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος που είναι σε θέση να το πράξει θα παρέχει μία αρωγή για την περίθαλψη των θυμάτων των ναρκών, για την αποκατάσταση και την κοινωνική και οικονομική επανένταξη τους, καθώς και για προγράμματα ευαισθητοποίησης στους κινδύνους των ναρκών. Η αρωγή αυτή μπορεί να παρασχεθεί, μεταξύ άλλων, μέσω των οργανισμών των Ηνωμένων Εθνών, διεθνών, περιφερειακών ή εθνικών οργανώσεων ή θεσμών, της Διεθνούς Επιτροπής του Ερυθρού Σταυρού, των Εθνικών Ενώσεων του Ερυθρού Σταυρού και της Ερυθράς Ημισελήνου και της Διεθνούς Ομοσπονδίας τους, μη κυβερνητικών οργανώσεων ή σε διμερή βάση.

4. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος που είναι σε θέση να το πράξει θα παρέχει μία αρωγή για την αφαίρεση των ναρκών και για συναφείς δραστηριότητες. Η αρωγή αυτή μπορεί να παρασχεθεί, μεταξύ άλλων, μέσω των οργανισμών των Ηνωμένων Εθνών, διεθνών, περιφερειακών οργανώσεων ή θεσμών, μη κυβερνητικών οργανώσεων ή θεσμών ή σε διμερή βάση ή ακόμη συνεισφέροντας στο ειδικό Ταμείο των Ηνωμένων Εθνών για την αρωγή στην αφαίρεση ναρκών ή σε άλλα περιφερειακά ταμεία που καλύπτουν την αφαίρεση ναρκών.

5. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος που είναι σε θέση να το πράξει θα παρέχει μία αρωγή για την καταστροφή των αποθεμάτων ναρκών κατά προσωπικού.

6. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος δεσμεύεται να παρέχει πληροφορίες στη βάση των δεδομένων για την αφαίρεση ναρκών, η οποία έχει καθιερωθεί μέσα στο πλαίσιο των οργανισμών των Ηνωμένων Εθνών, και ειδικότερα πληροφορίες που αφορούν διάφορα μέσα και μεθόδους αφαίρεσης ναρκών, καθώς και καταλόγους πραγματογνωμόνων, ειδικευμένων οργανισμών ή εθνικών ανταποκριτών στον τομέα της αφαίρεσης των ναρκών.

7. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη μπορούν να ζητήσουν από τα Ηνωμένα Έθνη, τις περιφερειακές οργανώσεις ή από άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη ή από άλλους διακυβερνητικούς ή μη κυβερνητικούς φορείς που είναι αρμόδιοι να συνδράμουν τις αρχές στην εκπόνηση ενός εθνικού προγράμματος αφαίρεσης των ναρκών έτσι ώστε να καθοριστούν μεταξύ άλλων:

α) Η έκταση και το εύρος του προβλήματος των ναρκών κατά προσωπικού.

β) Οι οικονομικοί, τεχνολογικοί και ανθρωπιστικοί πόροι που είναι αναγκαίοι για την εκτέλεση του προγράμματος.

γ) Ο εκτιμώμενος αριθμός των ετών που απαιτούνται για την καταστροφή όλων των ναρκών κατά προσωπικού μέσα στις ναρκοθετημένες ζώνες που βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του ενδιαφερόμενου Συμβαλλόμενου Κράτους.

δ) Οι δραστηριότητες ευαισθητοποίησης στους κινδύνους των ναρκών οι οποίες θα περιορίσουν τη συχνότητα των τραυματισμών ή των απωλειών σε ανθρώπινες ζωές που οφείλονται στις νάρκες.

ε) Η αρωγή στα θύματα των ναρκών.

στ) Η σχέση μεταξύ της κυβέρνησης του ενδιαφερόμενου Συμβαλλομένου Κράτους και των αρμόδιων κυβερνητικών, διακυβερνητικών ή μη κυβερνητικών οργανώσεων που θα συμμετάσχουν στην εκτέλεση του προγράμματος.

8. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη που παρέχουν ή δέχονται μία αρωγή, σύμφωνα με τους όρους του παρόντος άρθρου, θα συνεργαστούν έτσι ώστε να εξασφαλίσουν την ταχεία και πλήρη εκτέλεση των εγκεκριμένων προγραμμάτων αρωγής.

Άρθρο 7
Μέτρα διαφάνειας

1. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος θα υποβάλει στον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, το συντομότερο δυνατόν, και σε κάθε περίπτωση το αργότερο μέσα σε 180 ημέρες από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης για το εν λόγω Κράτος, μία έκθεση πάνω:

α) Τα εθνικά μέτρα εφαρμογής που αναφέρονται στο άρθρο 9.

β) Το σύνολο των αποθεμάτων ναρκών κατά προσωπικού των οποίων είναι κύριος ή κάτοχος ή που βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία ή υπό τον έλεγχο του, συμπεριλαμβανομένης μιας αναλυτικής κατάστασης ανά τύπο, ποσότητα και, εάν είναι δυνατόν, αριθμό παρτίδας για έκαστο τύπο αποθηκευμένων ναρκών κατά προσωπικού.

γ) Στο μέτρο του δυνατού, τον εντοπισμό όλων των ναρκοθετημένων ζωνών οι οποίες βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία ή υπό τον έλεγχο του και στις οποίες η ύπαρξη ναρκών κατά προσωπικού είναι αποδεδειγμένη ή πιθανολογείται, συμπεριλαμβανομένων και των μέγιστων δυνατών διευκρινίσεων σχετικά με τον τύπο και την ποσότητα ναρκών κατά προσωπικού στην καθεμία από τις ναρκοθετημένες ζώνες και την ημερομηνία της τοποθέτησης τους.

δ) Τους τύπους και τις ποσότητες και, αν είναι δυνατόν, τους αριθμούς παρτίδας όλων των ναρκών κατά προσωπικού που φυλάσσονται ή διακινούνται για την τελειοποίηση των μεθόδων εντοπισμού, αφαίρεσης ή καταστροφής ναρκών και για την εκπαίδευση στις μεθόδους αυτές ή ακόμη αυτών που διακινήθηκαν με σκοπό την καταστροφή τους, καθώς και τους φορείς που είναι εξουσιοδοτημένοι από ένα Συμβαλλόμενο Κράτος να φυλάσσουν ή να διακινούν νάρκες κατά προσωπικού σύμφωνα με το άρθρο 3.

ε) Την κατάσταση των προγραμμάτων μετατροπής ή θέσης εκτός λειτουργίας των εγκαταστάσεων παραγωγής ναρκών κατά προσωπικού.

στ) Την κατάσταση των προγραμμάτων καταστροφής ναρκών κατά προσωπικού τα οποία αναφέρονται στα άρθρα 4 και 5, συμπεριλαμβανομένων και των διευκρινίσεων σχετικά με τις μεθόδους που θα χρησιμοποιηθούν για την καταστροφή, τον εντοπισμό όλων των χώρων καταστροφής και των κανόνων που θα τηρηθούν για την ασφάλεια και την προστασία του περιβάλλοντος.

ζ) Τους τύπους και τις ποσότητες όλων των ναρκών κατά προσωπικού που καταστράφηκαν μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης για το συγκεκριμένο Συμβαλλόμενο Κράτος, συμπεριλαμβανομένης μιας αναλυτικής κατάστασης με τις ποσότητες εκάστου τύπου ναρκών κατά προσωπικού που καταστράφηκαν, σύμφωνα με τα άρθρα 4 και 5, αντίστοιχα, καθώς και, εάν αυτό είναι δυνατόν, τους αριθμούς παρτίδας εκάστου τύπου ναρκών κατά προσωπικού στην περίπτωση μιας καταστροφής σύμφωνα με το άρθρο 4.

η) Τα τεχνικά χαρακτηριστικά εκάστου τύπου ναρκών κατά προσωπικού που έχουν παραχθεί, στο μέτρο που αυτά είναι γνωστά, καθώς και αυτών των οποίων το Συμβαλλόμενο Κράτος είναι σήμερα κύριος ή κάτοχος, συμπεριλαμβανομένου, σε ένα εύλογο μέτρο, του τύπου των πληροφοριών που μπορούν να διευκολύνουν την αναγνώριση και την αφαίρεση των ναρκών κατά προσωπικού. Οι πληροφορίες αυτές θα περιλαμβάνουν τουλάχιστον τις διαστάσεις, τον τύπο του πυροκροτητή, το περιεχόμενο σε εκρηκτικές ύλες και μέταλλο, έγχρωμες φωτογραφίες και οποιαδήποτε άλλη πληροφορία που μπορεί να διευκολύνει την αφαίρεση των ναρκών.

θ) Τα μέτρα που έχουν ληφθεί για να ειδοποιηθεί το συντομότερο δυνατόν και κατά τρόπο αποτελεσματικό ο πληθυσμός σχετικά με όλες τις ζώνες που έχουν αναγνωρισθεί σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 5.

2. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη θα ενημερώνουν ετησίως, καλύπτοντας το τελευταίο ημερολογιακό έτος, τις πληροφορίες που παρέχονται σύμφωνα με το παρόν άρθρο και θα τις κοινοποιούν στον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών το αργότερο στις 30 Απριλίου εκάστου έτους.

3. Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα διαβιβάζει τις εκθέσεις που θα λαμβάνει στα Συμβαλλόμενα Κράτη.

Άρθρο 8
Συνδρομή και αποσαφηνίσεις σχετικά
με την τήρηση των διατάξεων

1. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη συμφωνούν να συνεννοούνται και να συνεργάζονται σχετικά με την εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης και να εργάζονται με πνεύμα συνεργασίας έτσι ώστε να διευκολύνουν την τήρηση, από μέρους των Συμβαλλόμενων Κρατών, των υποχρεώσεων οι οποίες απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση.

2. Αν ένα ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Κράτη επιθυμούν να αποσαφηνίσουν θέματα σχετικά με την τήρηση των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Κράτος, και επιδιώκουν την απάντηση τους, μπορούν να υποβάλουν, μέσω του Γενικού Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, μία αίτηση αποσαφηνίσεων πάνω στο θέμα αυτό προς το εν λόγω Συμβαλλόμενο Κράτος. Η αίτηση αυτή θα συνοδεύεται από όλες τις απαιτούμενες πληροφορίες. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη θα απέχουν από αβάσιμες αιτήσεις αποσαφηνίσεων φροντίζοντας να αποφεύγουν την κατάχρηση. Το Συμβαλλόμενο Κράτος που λαμβάνει μία αίτηση αποσαφηνίσεων θα παρέχει στο αιτούν Συμβαλλόμενο Κράτος, μέσω του Γενικού Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, όλες τις πληροφορίες που θα βοηθούσαν στην αποσαφήνιση του θέματος αυτού, μέσα σε μία προθεσμία 28 ημερών.

3. Αν το αιτούν Συμβαλλόμενο Κράτος δεν λάβει απάντηση μέσω του Γενικού Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών μέσα στην εν λόγω προθεσμία ή κρίνει μη ικανοποιητική την απάντηση στην αίτηση αποσαφηνίσεων, μπορεί να υποβάλει το θέμα στην επόμενη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών μέσω του Γενικού Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών. Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα διαβιβάσει το αίτημα αυτό, συνοδευόμενο από όλες τις απαιτούμενες πληροφορίες σχετικά με την αίτηση αποσαφηνίσεων, προς όλα τα Συμβαλλόμενα Κράτη. Όλες οι πληροφορίες αυτές θα πρέπει να διαβιβαστούν στο ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Κράτος, το οποίο θα έχει το δικαίωμα να διατυπώσει μία απάντηση.

4. Εν αναμονή της σύγκλησης μιας Συνέλευσης των Συμβαλλόμενων Κρατών, οποιοδήποτε ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να ζητήσει από τον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών να ασκήσει τις καλές υπηρεσίες του για να διευκολύνει την παροχή των αιτούμενων αποσαφηνίσεων.

5. Το αιτούν Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να προτείνει, μέσω του Γενικού Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, τη σύγκληση μιας έκτακτης Συνέλευσης των Συμβαλλόμενων Κρατών για να εξετάσει το ζήτημα. Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα κοινοποιήσει τότε την πρόταση αυτή και όλες τις πληροφορίες που θα έχουν υποβληθεί από τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη προς όλα τα Συμβαλλόμενα Κράτη, ζητώντας τους να αναφέρουν αν είναι υπέρ μιας έκτακτης Συνέλευσης των Συμβαλλόμενων Κρατών για να εξετάσει το ζήτημα. Σε περίπτωση που, μέσα σε μία προθεσμία 14 ημερών από την κοινοποίηση αυτή, το ένα τρίτο τουλάχιστον των Συμβαλλόμενων Κρατών τοποθετηθεί υπέρ μιας τέτοιας έκτακτης Συνέλευσης, ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα συγκαλέσει την εν λόγω έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών μέσα σε μία νέα προθεσμία 14 ημερών. Η Συνέλευση αυτή θα είναι σε απαρτία εφόσον παρίσταται σ' αυτήν η πλειοψηφία των Συμβαλλόμενων Κρατών.

6. Η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή η έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών, ανάλογα με την περίπτωση, θα καθορίσει κατ' αρχήν αν είναι αναγκαίο να εξεταστεί περαιτέρω το ζήτημα, λαμβανομένων υπόψη όλων των πληροφοριών που παρασχέθηκαν από τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη. Η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή η έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών θα προσπαθήσει να αποφασίσει με συναίνεση. Αν, παρ' όλες τις προσπάθειες της, δεν επιτευχθεί συμφωνία με τον τρόπο αυτόν, το ζήτημα θα τεθεί σε ψηφοφορία και η απόφαση θα ληφθεί με πλειοψηφία των παρόντων και ψηφισάντων Συμβαλλόμενων Κρατών.

7. Όλα τα Συμβαλλόμενα Κράτη θα συνεργάζονται πλήρως με τη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή με την έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών για την εξέταση του ζητήματος, συμπεριλαμβανομένης και οποιασδήποτε αποστολής αυτοψίας η οποία θα έχει εξουσιοδοτηθεί σύμφωνα με την παράγραφο 8.

8. Αν απαιτούνται ευρύτερες αποσαφηνίσεις, η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή η έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών θα εξουσιοδοτεί τη μετάβαση μιας αποστολής αυτοψίας και θα καθορίζει τα καθήκοντα της με την πλειοψηφία των παρόντων και ψηφισάντων Συμβαλλόμενων Κρατών. Κατά οποιονδήποτε χρόνο, το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να καλέσει μία αποστολή αυτοψίας να μεταβεί στο έδαφος του. Η αποστολή αυτή δεν θα χρειάζεται εξουσιοδότηση με απόφαση της Συνέλευσης των Συμβαλλόμενων Κρατών ή μιας έκτακτης Συνέλευσης των Συμβαλλόμενων Κρατών. Η αποστολή, αποτελούμενη από το πολύ εννέα πραγματογνώμονες, οι οποίοι θα είναι διορισμένοι και εγκεκριμένοι σύμφωνα με τις παραγράφους 9 και 10, μπορεί να συλλέξει συμπληρωματικές πληροφορίες επιτόπου ή σε άλλους τόπους που συνδέονται άμεσα με την περίπτωση της φερόμενης ως παράλειψης συμμόρφωσης και βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία ή υπό τον έλεγχο του Συμβαλλόμενου Κράτους προς το οποίο έχει απευθυνθεί η αίτηση.

9. Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών ετοιμάζει και ενημερώνει έναν κατάλογο ο οποίος αναφέρει, όπως αυτά χορηγούνται από τα Συμβαλλόμενα Κράτη, τα ονοματεπώνυμα και τις υπηκοότητες ειδικών πραγματογνωμόνων, καθώς και οποιαδήποτε άλλη προσήκουσα πληροφορία σχετική με το πρόσωπο τους, και τον κοινοποιεί σε όλα τα Συμβαλλόμενα Κράτη. Ο πραγματογνώμων που θα περιλαμβάνεται στον κατάλογο θα θεωρείται ότι έχει διοριστεί για όλες τις αποστολές αυτοψίας, εκτός αν ένα Συμβαλλόμενο Κράτος αντιτεθεί εγγράφως στο διορισμό του. Ο εξαιρεθείς πραγματογνώμων δεν θα συμμετέχει σε καμία αποστολή αυτοψίας πάνω στο έδαφος ή οποιονδήποτε άλλο τόπο που βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή υπό τον έλεγχο του Συμβαλλόμενου Κράτους το οποίο αντιτέθηκε στο διορισμό του, υπό τον όρο ότι η εξαίρεση θα έχει επιδοθεί πριν το διορισμό του πραγματογνώμονας για μία τέτοια αποστολή.

10. Με τη λήψη μιας αίτησης από την πλευρά της Συνέλευσης των Συμβαλλόμενων Κρατών ή μιας έκτακτης Συνέλευσης των Συμβαλλόμενων Κρατών, ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα διορίζει, μετά από συνεννόηση με το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, τα μέλη της αποστολής, συμπεριλαμβανομένου και του επικεφαλής της. Οι υπήκοοι των Συμβαλλόμενων Κρατών τα οποία ζητούν την αποστολή αυτοψίας και εκείνοι των Συμβαλλόμενων Κρατών που επηρεάζονται άμεσα δεν θα μπορούν να διοριστούν μέλη της αποστολής. Τα μέλη της αποστολής αυτοψίας θα απολαμβάνουν των προνομίων και της ασυλίας που προβλέπονται από το άρθρο VI της Σύμβασης για τα προνόμια και την ασυλία των Ηνωμένων Εθνών, η οποία ψηφίστηκε στις 13 Φεβρουαρίου 1946.

11. Μετά από προειδοποίηση τουλάχιστον 72 ωρών, τα μέλη της αποστολής αυτοψίας θα μεταβαίνουν το συντομότερο δυνατόν στο έδαφος του Συμβαλλόμενου Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση. Το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θα λαμβάνει τα απαραίτητα διοικητικά μέτρα για την υποδοχή, τη μεταφορά και τη στέγαση της αποστολής. θα έχει επιπλέον την υποχρέωση να εξασφαλίσει, σε όλο το μέτρο του δυνατού, την ασφάλεια των μελών της αποστολής, ενόσω αυτά θα βρίσκονται σε έδαφος υπό τον έλεγχο του.

12. Χωρίς να παραβλάπτεται η κυριαρχία του Συμβαλλόμενου Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, η αποστολή αυτοψίας δεν μπορεί να μεταφέρει στο έδαφος του Συμβαλλόμενου Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση παρά μόνον τον εξοπλισμό ο οποίος θα χρησιμοποιηθεί αποκλειστικά για τη συλλογή πληροφοριών πάνω στην περίπτωση της φερόμενης ως παράλειψης συμμόρφωσης. Πριν από την άφιξη της, η αποστολή θα ενημερώνει το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση σχετικά με τον εξοπλισμό που προτίθεται να χρησιμοποιήσει κατά τη διάρκεια των εργασιών της.

13. Το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση δεν θα φεισθεί καμιάς προσπάθειας προκειμένου να δώσει στα μέλη της αποστολής αυτοψίας τη δυνατότητα να έλθει σε επαφή με όλα τα πρόσωπα που είναι ικανά να παρέξουν πληροφορίες πάνω στην περίπτωση της φερόμενης ως παράλειψης συμμόρφωσης.

14. Το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θα παραχωρήσει στην αποστολή αυτοψίας πρόσβαση σε όλες τις ζώνες και όλες τις εγκαταστάσεις υπό τον έλεγχο του όπου θα μπορούσε να είναι δυνατή η συλλογή δεουσών πληροφοριών σχετικών με την περίπτωση της εν λόγω φερόμενης ως παράλειψης συμμόρφωσης. Η πρόσβαση αυτή θα υπόκειται στα μέτρα που το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θα κρίνει απαραίτητα για:

α) Την προστασία εξοπλισμών, πληροφοριών και ευαίσθητων περιοχών.

β) Την προστασία συνταγματικών επιταγών που θα μπορούσαν να δεσμεύουν το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση σε θέματα ιδιοκτησιακών δικαιωμάτων, ανασκαφών και κατασχέσεων, και άλλων συνταγματικών δικαιωμάτων.

γ) Τη φυσική προστασία και την ασφάλεια των μελών της αποστολής αυτοψίας.

Σε περίπτωση που θα ελάμβανε τέτοια μέτρα, το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θα καταβάλει κάθε εύλογη προσπάθεια για να αποδείξει με άλλα μέσα ότι σέβεται την παρούσα Σύμβαση.

15. Η αποστολή αυτοψίας δεν θα μπορεί να παραμείνει μέσα στο έδαφος του ενδιαφερόμενου Συμβαλλόμενου Κράτους περισσότερες από 14 ημέρες, και σε έναν συγκεκριμένο χώρο, περισσότερες από επτά ημέρες, εκτός αν συμφωνηθεί διαφορετικά.

16. Όλες οι πληροφορίες που παρέχονται εμπιστευτικώς και δεν σχετίζονται με το αντικείμενο της αποστολής αυτοψίας θα τυγχάνουν εμπιστευτικής μεταχείρισης.

17. Η αποστολή αυτοψίας θα κοινοποιήσει τα πορίσματα της, μέσω του Γενικού Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, στη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή στην έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών.

18. Η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή η έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών θα εξετάσει όλες τις δέουσες πληροφορίες, και ειδικότερα την έκθεση που θα υποβληθεί από την αποστολή αυτοψίας, και θα μπορεί να ζητήσει από το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση να λάβει μέτρα προκειμένου να θεραπεύσει την κατάσταση της παράλειψης συμμόρφωσης μέσα σε μία καθορισμένη προθεσμία. Το Συμβαλλόμενο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θα υποβάλει μία έκθεση πάνω στα μέτρα που θα έχουν ληφθεί σε απάντηση του εν λόγω αιτήματος.

19. Η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή η έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών μπορεί να συστήνει στα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη μέτρα και μέσα τα οποία επιτρέπουν την περαιτέρω αποσαφήνιση του εξεταζόμενου ζητήματος ή τη ρύθμιση του, και ειδικότερα την έναρξη των κατάλληλων διαδικασιών, σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο. Σε περίπτωση που η παράλειψη συμμόρφωσης οφείλεται σε περιστάσεις που εκφεύγουν του ελέγχου του Συμβαλλόμενου Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή η έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών θα μπορεί να συστήσει κατάλληλα μέτρα, και ειδικότερα την προσφυγή στα μέτρα συνεργασίας που προβλέπονται από το άρθρο 6.

20. Η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή η έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών θα προσπαθεί να λαμβάνει τις αποφάσεις για τις οποίες γίνεται αναφορά στις παραγράφους 18 και 19 με συναίνεση, άλλως με πλειοψηφία των δύο τρίτων των παρόντων και ψηφιζόντων Συμβαλλόμενων Κρατών.

Άρθρο 9
Εθνικά μέτρα εφαρμογής

Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος λαμβάνει όλα τα νομοθετικά, κανονιστικά και άλλα μέτρα, τα οποία είναι κατάλληλα, συμπεριλαμβανομένης και της επιβολής ποινικών κυρώσεων, για την πρόληψη και την καταστολή οποιασδήποτε δραστηριότητας που απαγορεύεται σε ένα Συμβαλλόμενο Κράτος δυνάμει της παρούσας Σύμβασης, η οποία μπορεί να ασκείται από άτομα ή σε ένα έδαφος που βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία ή υπό τον έλεγχο του.

Άρθρο 10
Επίλυση διαφορών

1. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη θα διαβουλεύονται και θα συνεργάζονται για την επίλυση οποιασδήποτε διαφοράς που μπορεί να προκύψει αναφορικά με την εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσας Σύμβασης. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να φέρει την εν λόγω διαφορά ενώπιον της Συνέλευσης των Συμβαλλόμενων Κρατών.

2. Η Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών μπορεί να συμβάλει στην επίλυση της διαφοράς με οποιοδήποτε μέσο κρίνει κατάλληλο, συμπεριλαμβανομένης και της

προσφοράς καλών υπηρεσιών, καλώντας τα Συμβαλλόμενα Κράτη να εισαγάγουν τη διαδικασία επίλυσης της επιλογής τους και συστήνοντας ένα χρονικό όριο για τη διάρκεια της συμφωνηθείσας διαδικασίας.

3. Το παρόν άρθρο δεν παραβλάπτει τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης για τη συνδρομή και τις αποσαφηνίσεις αναφορικά με τη συμμόρφωση προς τις διατάξεις της.

Άρθρο 11
Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών

1. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη θα συνέρχονται τακτικά προκειμένου να εξετάζουν κάθε ζήτημα που αφορά την εφαρμογή ή την υλοποίηση της παρούσας Σύμβασης, συμπεριλαμβανομένων:

α) Της λειτουργίας και της κατάστασης της παρούσας Σύμβασης.

β) Των ζητημάτων που προκύπτουν από τις εκθέσεις οι οποίες υποβάλλονται δυνάμει της παρούσας Σύμβασης.

γ) Της διεθνούς συνεργασίας και αρωγής σύμφωνα με το άρθρο 6.

δ) Της τελειοποίησης τεχνολογιών αφαίρεσης των ναρκών.

ε) Των αιτήσεων των Συμβαλλόμενων Κρατών δυνάμει του άρθρου 8, και

στ) Των αποφάσεων επί των αιτήσεων των Συμβαλλόμενων Κρατών που προβλέπονται από το άρθρο 5.

2. Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα συγκαλέσει την πρώτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών μέσα σε μία προθεσμία ενός έτους από τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης. Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα κοινοποιεί επίσης ετησίως τις μεταγενέστερες συνελεύσεις μέχρι την πρώτη Σύσκεψη ελέγχου.

3. Βάσει των προϋποθέσεων που ορίζονται στο άρθρο 8, ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα συγκαλεί μία έκτακτη Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών.

4. Τα μη συμβαλλόμενα στην παρούσα Σύμβαση Κράτη, καθώς και τα Ηνωμένα Έθνη, άλλες αρμόδιες διεθνείς οργανώσεις και θεσμοί, περιφερειακές οργανώσεις, η Διεθνής Επιτροπή του Ερυθρού Σταυρού και οι αρμόδιες μη κυβερνητικές οργανώσεις μπορούν να προσκληθούν να παραστούν στις συνελεύσεις αυτές ως παρατηρητές, σύμφωνα με τον καθορισμένο εσωτερικό κανονισμό.

Άρθρο 12
Συσκέψεις ελέγχου

1. Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θα συγκαλέσει μία Σύσκεψη ελέγχου πέντε έτη μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης. Οι μεταγενέστερες Συσκέψεις ελέγχου θα συγκαλούνται από τον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών αν το ζητήσουν ένα ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Κράτη και υπό τον όρο ότι το διάστημα μεταξύ των Συσκέψεων ελέγχου δεν θα είναι σε καμία περίπτωση μικρότερο από πέντε έτη. Όλα τα Συμβαλλόμενα στην παρούσα Σύμβαση Κράτη θα προσκαλούνται σε κάθε Σύσκεψη ελέγχου.

2. Η Σύσκεψη ελέγχου θα έχει ως σκοπούς:

α) Την επανεξέταση της λειτουργίας και της κατάστασης της παρούσας Σύμβασης.

β) Την αξιολόγηση της ανάγκης σύγκλησης συμπληρωματικών Συνελεύσεων των Συμβαλλόμενων Κρατών όπως αυτές προβλέπονται στην παράγραφο 2 του άρθρου 11 και τον καθορισμό των διαστημάτων που θα μεσολαβήσουν μεταξύ των συνελεύσεων αυτών.

γ) Τη λήψη αποφάσεων αναφορικά με τις αιτήσεις των Συμβαλλόμενων Κρατών που προβλέπονται από το άρθρο 5, και

δ) Την υιοθέτηση στην τελική έκθεση της, αν αυτό είναι αναγκαίο, συμπερασμάτων σχετικά με την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

3. Τα μη συμβαλλόμενα στην παρούσα Σύμβαση Κράτη, καθώς και τα Ηνωμένα Έθνη, άλλες αρμόδιες διεθνείς οργανώσεις και θεσμοί, περιφερειακές οργανώσεις, η Διεθνής Επιτροπή του Ερυθρού Σταυρού και οι αρμόδιες μη κυβερνητικές οργανώσεις μπορούν να προσκληθούν να παραστούν σε έκαστη Σύσκεψη ελέγχου ως παρατηρητές, σύμφωνα με τον καθορισμένο εσωτερικό κανονισμό.

Άρθρο 13
Τροποποιήσεις

1. Ανά πάσα στιγμή μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, ένα Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να προτείνει τροποποιήσεις στην παρούσα Σύμβαση. Οποιαδήποτε πρόταση τροποποίησης θα κοινοποιείται στον θεματοφύλακα, ο οποίος θα την κοινοποιεί στο σύνολο των Συμβαλλόμενων Κρατών και θα λαμβάνει τη γνώμη τους ως προς την αναγκαιότητα της σύγκλησης μιας Σύσκεψης τροποποίησης για να εξεταστεί η πρόταση. Αν μία πλειοψηφία των Συμβαλλόμενων Κρατών γνωστοποιήσει στον θεματοφύλακα, το αργότερο μέσα σε 30 ημέρες από την κοινοποίηση της πρότασης, ότι είναι υπέρ μιας πιο εμπεριστατωμένης εξέτασης, ο θεματοφύλακας θα συγκαλέσει μία Σύσκεψη τροποποίησης στην οποία θα προσκληθεί το σύνολο των Συμβαλλόμενων Κρατών.

2. Τα μη συμβαλλόμενα στην παρούσα Σύμβαση Κράτη, καθώς και τα Ηνωμένα Έθνη, άλλες αρμόδιες διεθνείς οργανώσεις και θεσμοί, περιφερειακές οργανώσεις, η Διεθνής Επιτροπή του Ερυθρού Σταυρού και οι αρμόδιες μη κυβερνητικές οργανώσεις μπορούν να προσκληθούν να παραστούν σε έκαστη Σύσκεψη τροποποίησης ως παρατηρητές, σύμφωνα με τον καθορισμένο εσωτερικό κανονισμό.

3. Η Σύσκεψη τροποποίησης θα συνέρχεται αμέσως μετά από μία Συνέλευση των Συμβαλλόμενων Κρατών ή μία Σύσκεψη ελέγχου, εκτός αν μία πλειψηφία των Συμβαλλόμενων Κρατών ζητήσει τη συντομότερη συνοδό της.

4. Οποιαδήποτε τροποποίηση της παρούσας Σύμβασης θα υιοθετείται με πλειοψηφία δύο τρίτων των παρόντων και ψηφιζόντων στη Σύσκεψη τροποποίησης Συμβαλλόμενων Κρατών. Ο θεματοφύλακας θα κοινοποιεί στα Συμβαλλόμενα Κράτη οποιαδήποτε τροποποίηση που υιοθετείται με τον τρόπο αυτόν.

5. Κάθε τροποποίηση της παρούσας Σύμβασης θα τίθεται σε ισχύ, για όλα τα Συμβαλλόμενα στην παρούσα Σύμβαση Κράτη που την έχουν αποδεχθεί, τη στιγμή της κατάθεσης στον θεματοφύλακα των εγγράφων αποδοχής από μία πλειοψηφία των Συμβαλλόμενων Κρατών. Στη συνέχεια, θα τίθεται σε ισχύ για οποιοδήποτε άλλο Συμβαλλόμενο Κράτος την ημερομηνία της κατάθεσης του εγγράφου αποδοχής του.

Άρθρο 14
Έξοδα

1. Τα έξοδα των Συνελεύσεων των Συμβαλλόμενων Κρατών, των έκτακτων Συνελεύσεων των Συμβαλλόμενων Κρατών, των Συσκέψεων ελέγχου και των Συσκέψεων τροποποίησης θα αναλαμβάνονται από τα Συμβαλλόμενα Κράτη και τα Κράτη που δεν συμβάλλονται στην παρούσα Σύμβαση αλλά συμμετέχουν στις εν λόγω συνελεύσεις ή συσκέψεις σύμφωνα με τον προσηκόντως αναπροσαρμοσμένο πίνακα αναλογιών των Ηνωμένων Εθνών.

2. Τα έξοδα που καταλογίζονται στον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών δυνάμει των άρθρων 7 και 8 και τα έξοδα οποιασδήποτε αποστολής αυτοψίας θα αναλαμβάνονται από τα Συμβαλλόμενα Κράτη σύμφωνα με τον προσηκόντως αναπροσαρμοσμένο πίνακα αναλογιών των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 15
Υπογραφή

Η παρούσα Σύμβαση, η οποία συντάχθηκε στο Όσλο (Νορβηγία) στις 18 Σεπτεμβρίου 1997, θα ανοίξει με την υπογραφή όλων των Κρατών στην Οττάβα (Καναδάς), από τις 3 Δεκεμβρίου 1997 μέχρι τις 4 Δεκεμβρίου 1997, και στην Έδρα των Ηνωμένων Εθνών στη Νέα Υόρκη, από τις 5 Δεκεμβρίου 1997 μέχρι την έναρξη της ισχύος της.

Άρθρο 16
Κύρωση, αποδοχή, έγκριση ή προσχώρηση

1. Η παρούσα Σύμβαση υπόκειται στην κύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση των Υπογραφόντων.
2. Η παρούσα Σύμβαση θα είναι ανοικτή για την προσχώρηση οποιουδήποτε Κράτους το οποίο δεν την έχει υπογράψει.
3. Τα έγγραφα κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης θα κατατίθενται στον θεματοφύλακα.

Άρθρο 17
Έναρξη ισχύος

1. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του έκτου μήνα ο οποίος ακολουθεί εκείνον στη διάρκεια του οποίου θα έχει κατατεθεί το 40ό όργανο κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.
2. Για οποιοδήποτε Κράτος το οποίο καταθέτει το όργανο επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης του μετά την ημερομηνία της κατάθεσης του 40ού οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή προσχώρησης, η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του έκτου μήνα μετά την ημερομηνία κατά την οποία το Κράτος αυτό θα έχει καταθέσει το όργανο επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης του.

Άρθρο 18
Προσωρινή εφαρμογή

Ένα Κράτος μπορεί, τη στιγμή της επικύρωσης, της αποδοχής και της έγκρισης της παρούσας Σύμβασης, ή της προσχώρησης σ' αυτήν, να δηλώσει ότι θα εφαρμόσει προσωρινά την παράγραφο 1 του άρθρου 1, εν αναμονή της έναρξης ισχύος της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 19
Επιφυλάξεις

Τα άρθρα της παρούσας Σύμβασης δεν μπορούν να αποτελέσουν το αντικείμενο επιφυλάξεων.

Άρθρο 20
Διάρκεια και απόσυρση

1. Η παρούσα Σύμβαση έχει απεριόριστη διάρκεια.
2. Έκαστο Συμβαλλόμενο Κράτος έχει το δικαίωμα, ασκώντας την εθνική κυριαρχία του, να αποσυρθεί από την παρούσα Σύμβαση. Πρέπει να κοινοποιήσει την απόσυρση αυτή σε όλα τα άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη, στον θεματοφύλακα και στο Συμβούλιο Ασφαλείας των Ηνωμένων Εθνών. Το όργανο απόσυρσης περιλαμβάνει μία πλήρη εξήγηση των λόγων που αιτιολογούν την απόσυρση αυτή.
3. Η απόσυρση τίθεται σε ισχύ μόνο μετά έξι μήνες από τη λήψη του οργάνου απόσυρσης από τον θεματοφύλακα. Εν τούτοις, αν κατά τη λήξη των έξι μηνών αυτών, το Συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο αποσύρεται έχει εμπλακεί σε μία ένοπλη σύρραξη, η απόσυρση δεν θα ισχύσει πριν από τη λήξη της εν λόγω ένοπλης σύρραξης.
4. Η απόσυρση ενός Συμβαλλόμενου Κράτους από την παρούσα Σύμβαση δεν επηρεάζει κατά κανέναν τρόπο το καθήκον των Κρατών να συνεχίσουν να εκπληρώνουν τις υποχρεώσεις τους δυνάμει των εφαρμοστέων κανόνων του διεθνούς δικαίου.

Άρθρο 21
Θεματοφύλακας

Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών ορίζεται με την παρούσα ως ο θεματοφύλακας της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 22
Αυθεντικά κείμενα

Το πρωτότυπο της παρούσας Σύμβασης, της οποίας τα κείμενα συντεταγμένα στην αγγλική, αραβική, κινεζική, ισπανική, γαλλική και ρωσική είναι εξίσου έγκυρα, κατατέθηκε στον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευση του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 17 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή τους ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 5 Απριλίου 2002

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΑΚΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
Γ. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
Φ. ΠΕΤΣΑΛΝΙΚΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
Μ. ΧΡΥΣΟΧΟΪΔΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 8 Απριλίου 2002

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Φ. ΠΕΤΣΑΛΝΙΚΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ